

Cycle de consultation des acteurs des ENT



Compte-rendu des ateliers relatifs au thème « Pilotage des projets ENT » Séminaire de Clermont-Ferrand – 14 juin 2013

(Thème n°2)

1.	PRÉSENTATION DU SÉMINAIRE	3
1.1.	Participants	3
1.2.	Objectifs du séminaire.....	3
2.	SYNTHÈSE DES PRÉSENTATIONS ET DES ÉCHANGES LORS DES ATELIERS	4
2.1.	Atelier « Evaluation d'un projet ENT : indicateurs pédagogiques, indicateurs financiers ? »	4
2.2.	Atelier « Pilotage du projet ENT : du partenariat académie / collectivités à l'établissement scolaire »	10
2.3.	Atelier « Conformité des solutions ENT : quels dispositifs ? »	13
2.4.	Table ronde de clôture	17

1. Présentation du séminaire

1.1. Participants

- Environ 150 participants
 - ▶ près de 70 personnes issues des réseaux éducation nationale et institutions :
 - ◆ CTICE et/ou adjoints
 - ◆ 6 DSI
 - ◆ 6 directeurs de CRDP
 - ◆ 8 Dgesco
 - ◆ 2 STSI
 - ◆ 1 IGEN
 - ◆ 1 MAAF
 - ◆ 1 CDC
 - ▶ Plus de 50 représentants de collectivités (conseils généraux et conseils régionaux)
 - ▶ Une trentaine de représentants de sociétés de la filière numérique (éditeurs d'ENT, intégrateurs, sociétés de conseil, représentants des fournisseurs de ressources)

1.2. Objectifs du séminaire

Débattre avec des représentants des acteurs de l'ENT sur deux thèmes principaux :

- Le pilotage des ENT (thème 2 du cycle de consultation des acteurs des ENT)
- Les évolutions du marché et des technologies (thème 3 du cycle de consultation des acteurs des ENT)

Ce document regroupe les comptes-rendus des ateliers du thème 2, qui se sont déroulés le 14 juin 2013.

2. Synthèse des présentations et des échanges lors des ateliers

2.1. Atelier « Evaluation d'un projet ENT : indicateurs pédagogiques, indicateurs financiers ? »

🔄Thème de l'atelier

Evaluation d'un projet ENT : indicateurs pédagogiques, indicateurs financiers

🔄**Témoignages** : Des dispositifs d'évaluation sont mis en place dans les projets ENT, sur la base de plusieurs outils : quelles sont les possibilités, perspectives et limites de ces outils ? Quelles démarches permettent de les inscrire dans une évaluation au service des politiques éducatives ?

🔄Intervenants :

- **Sylvie Leloup (CDC)** : *Dispositif Xiti, bilan, possibilités, suites du dispositif, absence d'indicateurs financiers*
- **Marie Deroide (MEN)** : *De la mesure à l'évaluation des usages*
- **Annie Ballarin (IA-IPR EVS de l'académie de Clermont-Ferrand)** : *Le rôle des corps d'inspection*
- **Florence Sylvestre (Conseil général Hauts-de-Seine)**

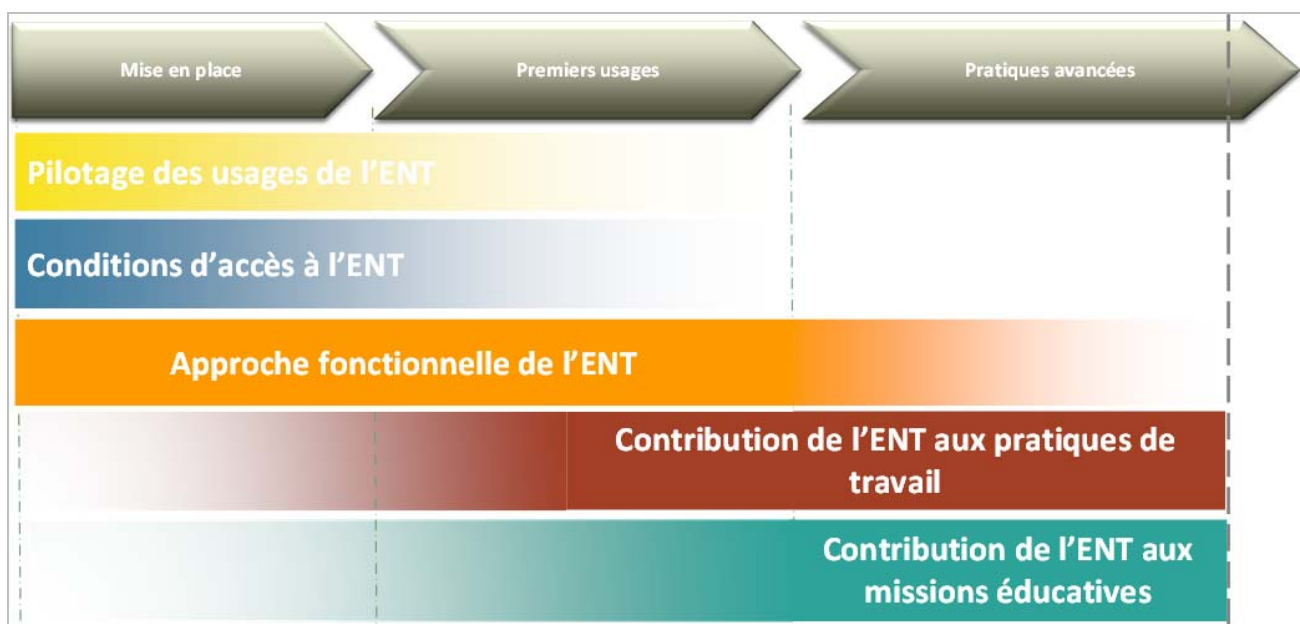
🔄Animateur :

- **Jean-Louis Durpaire (IGEN)**

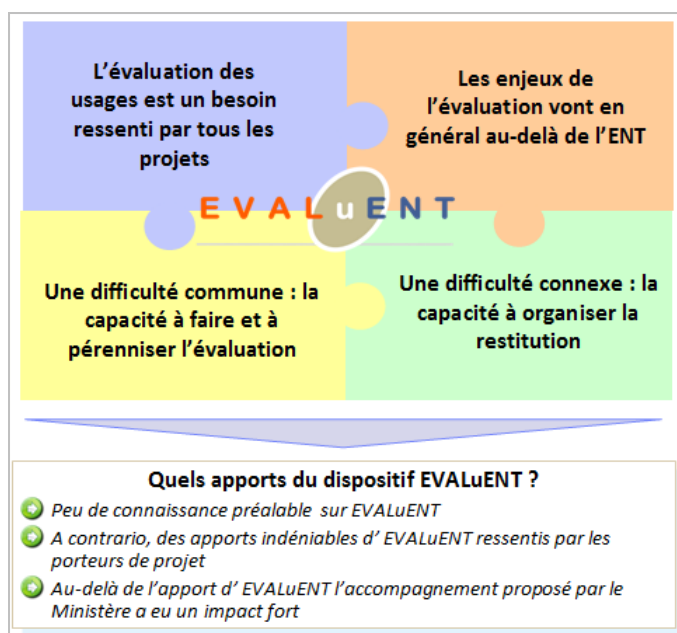
■ Présentations

▶ Marie Deroide

- ◆ Présentation d'EVALuENT : cadre de référence pour l'évaluation des usages des ENT
- ◆ 5 grandes catégories de critères d'évaluation, utilisées en fonction de l'évolution des besoins d'évaluation du projet



- ♦ Une enquête nationale menée en 2012 et publiée au 1er trimestre 2013 (enquête EVALuENT 2012) eduscol.education.fr/evaluent
- ♦ Accompagnement de 3 académies sur l'année scolaire 2011-2012 : pour la mise en œuvre de leur dispositif d'évaluation des usages des ENT
 - Académie de Clermont-Ferrand / projet ENT Auvergne
 - Académie de Poitiers / projet I-cart
 - Académie de Rennes / projet Toutatice
- ♦ Résultats de l'enquête EVALuENT 2012, principaux enseignements :
 - Mise en exergue des potentialités offertes par les ENT et les attentes fortes de certains usagers
 - Mise en évidence d'acquis importants (sachant qu'environ 70% des établissements de l'enquête disposent d'un ENT depuis moins de 3 ans) : pratiques collaboratives, communication de l'établissement, forte adhésion des parents
 - Mise en évidence des leviers à actionner pour accompagner les stratégies de services numériques à destination de la communauté éducative (équipement réseau des EPLE, systématisation du lien ENT-Ressources, formations métier et accompagnement du changement)
- ♦ Enseignements de l'accompagnement des trois académies pilotes :



► Florence Sylvestre / CG92 : Bilan des accès au portail ENT

- Présentation de la politique de dotations des collèges du 92 en ordinateurs, systèmes de projection, portail ... Un investissement de 59 millions d'euros a été lancé sur 6 ans (2008-2014)
- Après l'expérimentation de l'ENT, le CG du 92 s'est appuyé sur une étude de l'université de Rouen quant à la généralisation de l'ENT à tous les établissements (actuellement 63 % des collèges du 92 bénéficient du déploiement).
- Présentation de différents indicateurs : nombre de visiteurs uniques, nombre de visites, horaires de visites, rapport de visites extérieures / intérieures à l'établissement, évolution des services les plus accédés, évolution des accès par profil, répartition des systèmes d'exploitation utilisés.

Quelques chiffres-clés du programme

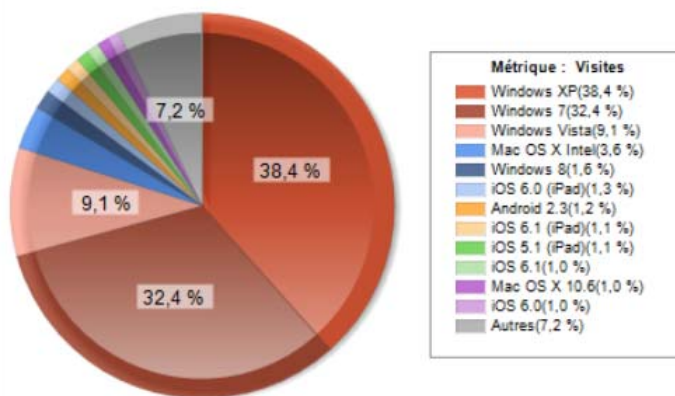
► L'ENT, c'est :

- 15 profils d'utilisateurs différents
- 86 500 utilisateurs potentiels
- 33 millions de pages vues depuis le début du projet
- près de 7 millions de visites depuis le début du projet
- Plus de 1 000 connexions simultanées aux alentours de 19h
- 100 000 mails envoyés depuis l'ENT pour le seul mois d'avril 2013
- 2 369 groupes de travail collaboratif créés

- ♦ 10 % des connexions se font depuis un dispositif mobile et cette information doit être prise en compte par les développeurs et les intégrateurs. La phase de préparation du projet a duré un an, puis a suivi le déploiement et enfin les usages.

Les modalités d'accès à l'ENT : visites 2011 - 2013

Systèmes d'exploitation utilisés sur la période 01/02/2011 - 30/05/2013



**Plus de 10% des accès
sont réalisés à partir
d'appareils nomades :
tablettes ou
smartphones**

- ♦ Evolution très rapide de l'utilisation de l'ENT dans les collèges du 92.
- ♦ 3 collèges paraissent en retard dans ces usages : ce sont les 3 collèges qui n'ont pas encore bénéficié de l'aide à l'optimisation du réseau et du matériel de l'établissement

► Sylvie Le Loup / Dispositif de mesure d'audience des ENT

- ♦ Objectifs du dispositif de mesure d'audience :
 - Harmoniser le suivi de l'utilisation des ENT, quels que soient les plateformes et les projets
 - Rendre compte de la fréquentation des ENT aux porteurs de projets et aux décideurs.
 - Apporter aux collectivités et académies, des éléments de pilotage.
- ♦ Un cadre de référence partagé par tous les projets :

La mesure de l'audience	<ul style="list-style-type: none"> Le visiteur unique La visite 	certifiable OJD
	5 profils	<ul style="list-style-type: none"> Elèves, Enseignants, Parents, Personnels administratifs et techniques, Personnels des collectivités*.
	17 services	<ul style="list-style-type: none"> Stockage et partage Travail Collaboratif Notes Absences Services de vie scolaire Gestion des compétences Gestion du temps Cahier de textes Courrier électronique Actualités Réservation de ressources Ressources en ligne Documentation CDI* Orientation* Parcours pédagogiques en ligne* Services des collectivités* Visioconférence*

*Nouveaux profils et services depuis l'évolution du dispositif en septembre 2012

- ♦ Quelques résultats nationaux – 1er trimestre 2013
 - **36.5 millions de visites.** Augmentation de 45 % par rapport au 1er trimestre 2012.
 - dont 21,5 millions de visites d'élèves,
 - dont 6,3 millions de visites de parents,
 - dont 7,5 millions de visites d'enseignants.
 - **Presque 1,4 million d'utilisateurs** (« Visiteurs Uniques »).
- ♦ Le dispositif est aujourd'hui financé à 100% par la Caisse des Dépôts. Coût annuel total en 2012: 327 k€
- ♦ Une étude est en cours pour étudier les évolutions possibles du dispositif. Plusieurs pistes sont à l'étude :
 - Aller vers une structure de portage partagée (GIP), avec pour objectifs :
 - une plus grande simplicité d'accès et de contractualisation
 - la proportionnalité (qui paie décide)
 - la Compatibilité avec les contraintes d'achats publics de prestations (notamment seuils maximum d'achats pour les CT)
 - Aller vers un financement et un pilotage partagés :



- Autres propositions

Propositions	Bénéfices
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proposer des prestations à la carte (exemple des notes de synthèse) ; ▪ Transférer certaines opérations de backoffice aux porteurs de projets. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction des coûts ; sous réserve de faire de véritables économies, de ne pas rajouter des couches de gestion supplémentaires.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ouvrir le dispositif aux projets ENT non encore utilisateurs. ▪ Intégrer les principes fonctionnels et organisationnels du dispositif dans le SDET. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus forte représentativité des statistiques (base nationale) ; ▪ Réduction des coûts ; ▪ Consolider l'importance de l'évaluation des projets ENT, et la pertinence du dispositif.

■ Questions / Réactions

- ▶ Est posée la question de la discontinuité et du raccourcissement des années scolaires d'un point de vue numérique. Les usages des ENT ne démarrent réellement qu'en octobre. Il faut se concentrer sur un usage opérationnel dès septembre et favoriser la continuité de l'usage du numérique toujours en direction du bien de l'élève.
- ▶ Points relevés lors des différentes présentations : importance des outils exogènes, importance de la pérennité de l'évaluation, nécessité de replacer l'ENT dans les usages du numérique pour le développement d'une politique éducative générale et rappeler les enjeux du numérique et de l'ENT
- ▶ A la question « pourquoi toutes les solutions ne sont pas marquées par le dispositif Xiti de la CDC ? » : le marquage prend du temps et il faut un plan de marquage. Il est en cours pour toutes les solutions.

- ▶ Quid des indicateurs financiers qui sont des vecteurs indispensables de discussion avec les collectivités territoriales ? Comment évaluer les coûts cachés car c'est une inquiétude importante des financeurs ?

Chiffres donnés par la Caisse de Dépôts : une scolarité d'élève de collège coûte au MEN 4500 euros à l'année et probablement autour de 9000 euros pour les collectivités alors que l'ENT en fonctionnement coûte 5 à 10 euros maximum par élève. Ce montant est le même que les dépenses d'un CDI en collège par élève et par an.

- ▶ Les données de la CDC sont-elles en Open Data ? Sylvie Le Loup répond que ce n'est pas le cas pour le moment mais que les collectivités le demandent. Le CDC est en train d'étudier au niveau juridique la possibilité de le faire.
- ▶ Ne serait-il pas intéressant de prévoir un référentiel d'évaluation des usages d'un point de vue qualitatif ? Les indicateurs quantitatifs sont bien en place mais il paraît nécessaire d'évaluer l'impact sur la qualité de l'apprentissage des élèves et la validation des compétences correspondantes.
- ▶ Y a-t-il déjà eu évaluation de l'évolution des usages lors d'un changement de solution ENT ?
- ▶ Ne faudrait-il pas mettre en place un comité de pilotage de l'évaluation des solutions (groupe disposé au dialogue avec les utilisateurs) ?
- ▶ Alors que l'évaluation pédagogique est réservée à l'inspection, tous les outils présentés aujourd'hui sont des moyens de s'approprier l'évaluation des usages et de permettre un dialogue entre les acteurs des ENT. Peut-être faut-il développer une culture de l'évaluation mais une évaluation au service du principal objectif : l'élève et le système éducatif dans lequel il évolue. Il faut aussi plus associer les usagers à l'évaluation ainsi qu'au développement des solutions.
- ▶ Les évaluations doivent être systémiques. Il y a beaucoup d'évaluations mais l'objectif est l'amélioration du système et des pratiques. L'école doit être dans son temps et, actuellement, son temps est "numérique". L'ensemble des acteurs est réuni autour de cet objectif. Il y a des progrès pour banaliser l'acte numérique pour continuer à développer ses usages

2.2. Atelier « Pilotage du projet ENT : du partenariat académie / collectivités à l'établissement scolaire »

🔄Thème de l'atelier

Pilotage d'un projet ENT : du tandem académie / collectivité jusqu'au sein d'un établissement scolaire

🔄Témoignages : les usagers de l'ENT s'inscrivent dans un projet dont le pilotage imbrique différents niveaux de décision. Rôles et moyens d'actions des différents acteurs du pilotage (territoire, établissement, ou encore enseignant)

🔄Intervenants :

- Alain Denizot (vice-président du CG de l'Allier)
- Christophe Morges (principal du collège de Bourg Lastic)
- Martine Emo (proviseure du lycée Jean Zay à Thiers)
- Vincent Marcastel (enseignant STI2D, administrateur ENT du lycée Jean Zay à Thiers)

🔄Animateur :

- Patrick Ducler (CTICE de l'académie de Nantes)

■ Présentations

▶ Martine EMO

- ♦ Expériences d'ENT dans des établissements différents : quel que soit le cas, il a fallu faire la jonction les personnes les plus favorables et les plus réticentes. Il a fallu accompagner, lutter contre les résistances.
- ♦ L'expérience d'un établissement où l'ENT fonctionnait déjà bien avec des défis plus importants a fait apparaître également deux populations : des passionnés et des suiveurs.
- ♦ La direction doit croire au projet, que l'ENT sera utile, qu'il fonctionne et qu'il sera source d'apports aux équipes pédagogiques. Le message à faire passer est que l'ENT est au service d'un projet, et non un outil en soi
- ♦ Il est important de ne pas embarquer des équipes sur des sujets pour lesquels vous n'êtes pas sûrs que ce soit facile.
- ♦ En s'appuyant sur les personnes les plus passionnées, cela créé un effet d'entraînement pour les autres
- ♦ Point très important : s'assurer de la présence de compétences purement informatiques (bascule de données, mise en place)

▶ Christophe Morges

- ♦ Etablissement avec un ENT déjà déployé, mais pas d'inscrits.
- ♦ « Il faut de la volonté pour y aller : il faut s'appuyer sur les geeks de l'établissement »
- ♦ A tout déployé en même temps : notes, cahier de textes, messagerie, etc. ...
- ♦ S'est appuyé sur la documentaliste pour former les élèves, et sur les élèves pour former les parents
- ♦ Urgence : mobiliser la collectivité et les fonds de réserves pour financer la connectivité (10 minutes de temps de connexion à une session !). Préconisation : unité du matériel (financé par le CG)
- ♦ Intérêt de l'ENT en milieu rural : les professeurs se partagent souvent entre plusieurs établissements, les parents sont éloignés et peuvent garder le contact avec le corps professoral.
- ♦ Il ne faut pas confondre projet ENT et TICE. Ce sont uniquement des outils pour de l'impact pédagogique
- ♦ Utilisation pour les enfants qui ont un PPS pour la dyslexie

► **Alain Denizot**

- ♦ Il faut une implication du chef d'établissement pour que cela fonctionne, et de toute l'équipe éducative.
- ♦ Les compteurs servent à la collectivité pour voir si les montants investis ont les répercussions attendues.
- ♦ Quand les établissements étaient déjà équipés, il fallait que l'ENT réponde à un vrai besoin : implication du rectorat, de l'inspection d'académique. Au minimum 1 fois par an, rencontre de toutes ces parties prenantes (inspection, rectorat, proviseur, IPR, CG) : analyse de l'utilisation du matériel et présentation de projets pédagogiques validés par l'éducation nationale ; le financement est assuré par le CG : on est dans une co-construction.
- ♦ Il faut que ce soit simple pour que cela fonctionne. le CG assure la maintenance du matériel. Equipe de 6 personnes : soit à distance, soit avec déplacement.
- ♦ Conséquence : les remontées des établissements sont relativement satisfaisantes
- ♦ Souhait : unité du matériel ; c'est le CG qui équipe les établissements

► **Vincent Marcastel**

- ♦ Besoins : administration, bulletins note, information (interne, externe), mettre en ligne des cours et partager des espaces collaboratifs.
- ♦ Utilisation de solutions gratuites (Gest'classe, Claroline, etc. ...)
- ♦ Rentrée 2008 : arrivée de l'ENT
- ♦ Mise à niveau du réseau de la région, formation administrateur, venue de formateurs DATICE sur place, échanges fréquents avec la DATICE
- ♦ Premier bilan : augmentation régulière par an, messagerie, activités pédagogiques (cahier de textes, collecte des notes, gestion du B2i), gestion de documents, Dokéos comme base collaborative

- ♦ Support : séances courtes faites aux professeurs à la demande, par la DATICE ou le responsable projet ENT
- ♦ 2ème temps : modules calendrier et plannings, informations sur activités, sondages, vie scolaire (gestion des absences et retards, sanctions)
- ♦ Plates-formes d'échanges et de partages inter-établissements, mais également des invités extérieurs (par exemple Michelin, Valéo, Limagrain)

■ Questions / Réactions

- ▶ Tous les professeurs n'ont pas une appétence au numérique. Il faut mettre en place une progression pédagogique des professeurs. Il faut insérer progressivement du numérique dans l'enseignement
- ▶ Sur quoi portent les échanges inter-établissements ? Qui les organise ? Ils portent sur des projets pédagogiques. Ils se font via des blogs, des forums, des sondages, etc. ... Cela s'organise de manière autonome, car cela répond à chaque fois à un besoin spécifique.

- ▶ Bilan, changements, évolutions (ENT Auvergne):

- ♦ Parents et élèves partisans des évolutions
- ♦ Parents : bon dialogue avec corps professoral
- ♦ Une charte symbolique a été établie, charte que l'on fait signer en début de chaque année (accès ENT bloqué en attendant).
- ♦ Diffusion d'informations vers les parents, les élèves
- ♦ Même plate-forme entre collèges et lycées => bonne acceptation des acteurs
- ♦ Un dialogue continu même en dehors des plages scolaires

- ▶ Comment les conseils d'administration (CA) sont-ils intervenus dans le cadre des ENT ? Pas de problème particulier, pas d'opposition. Est-il forcément nécessaire de demander l'accord du CA pour engager le projet ENT ?

Une collectivité estime que les CA ont un rôle important. L'ENT passe obligatoirement en CA pour avis. Il faut qu'il y ait un dialogue entre toutes les parties, il faut un engagement contractuel de l'établissement.

Un éditeur fait remarquer que dans le cadre de la déclaration CNIL, un vote en CA est « obligatoire » pour la mise à disposition des données.

- ▶ Quelle est la place des associations de parents d'élèves ? Quelle est leur liberté ? Ils ont un compte en tant que parents d'élèves. Travail de discussions lors des conseils pédagogiques, au même titre sur le corps enseignant. Il faut un sens de l'équité de traitement entre les différentes associations de parents d'élèves. Mais il y a une relation de confiance.
- ▶ Il est nécessaire d'établir une Charte ENT pour les responsabilités entre les différentes parties prenantes. Les collectivités territoriales faisant l'appel d'offre de l'ENT, n'est ce pas utopique ? Est ce que les établissements ont le choix ? (ENT Auvergne) : les décisions sont communes entre le Conseil Général, le rectorat et établissements. Des réunions techniques (départements, chefs d'établissements, inspecteurs) permettent de définir les caractéristiques techniques souhaitées. In fine : vote à l'unanimité.

- ▶ Quel accompagnement est mis pour les chefs d'établissements puisqu'ils sont essentiels dans le dispositif ? et dans le parcours pédagogique des enseignants ? y-a-t-il des conventions tri-partite ? A Clermont, plusieurs journées (3) sont consacrées aux perspectives TICE pour les chefs d'établissements. Dans la lettre d'objectif du chef d'établissement, cela apparaît en transversal.
- ▶ Quelles sont les compétences clés pour piloter l'ENT en tant que chef d'établissement ? Y croire, avoir des convictions pour distiller l'intérêt et les apports de l'outil.
- ▶ Quelles sont les compétences clés pour le corps enseignants ? Etre pragmatique.
- ▶ Il faut une continuité entre les phases pilotes et les phases de déploiement.
- ▶ Conduire le changement est primordial. Les inspections sont aux côtés des chefs d'établissement pour la promotion des TICE, cela conforte le discours. Les inspecteurs demandent aux enseignants systématiquement l'usage des TICE.
- ▶ ENT Auvergne : Le collectif emmène tout le monde, les parents sont maintenant moteurs pour l'usage de l'ENT. L'ENT fait partie du SI et il est important de l'intégrer en tant que tel pour développer les usages.

2.3. Atelier « Conformité des solutions ENT : quels dispositifs ? »

⇒ **Thème de l'atelier**

Conformité des solutions ENT : quels dispositifs ?

⇒ **Témoignages** : Constats 3 ans après la création du référentiel AFNOR, on constate de fortes attentes et un certain nombre de problèmes à résoudre. Comment le cadre de référence des ENT peut-il aider les porteurs de projet et fournisseurs de services à évaluer la conformité aux exigences ?

⇒ **Intervenants** :

● **Cécile Rocheron**

● **Thierry Viegas (AMOA MEN) : Grille de conformité – Etude de cadrage**

⇒ **Animateur** :

● **Pascal Faure (CTICE académie de Nancy-Metz)**

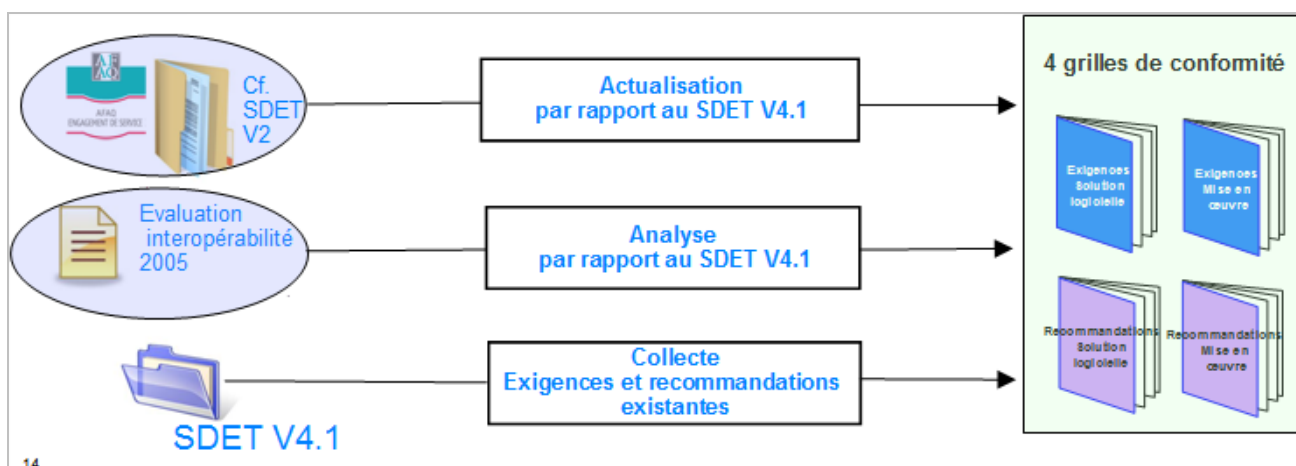
■ **Présentation**

- ▶ Le SDET pose les principes directeurs dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une solution ENT. À ce titre, il représente un guide de référence pour les différents acteurs de l'écosystème

- ▶ Appel à commentaires avant publication du SDET 4.0 (septembre 2012) : a fait remonter des attentes toujours plus importantes d'un nombre croissant d'acteurs de l'écosystème en termes, notamment, d'éléments permettant de vérifier la conformité avec le SDET. Ce dernier point était particulièrement marqué dans les commentaires des collectivités
- ▶ Définition de l'évaluation de conformité : « Processus qui sert à démontrer qu'un produit, un service, ou un système répond à des spécifications. Dans le cadre des ENT, ces spécifications sont déclinées en exigences et recommandations dans l'ensemble documentaire SDET (Schéma Directeur des Espaces Numériques de Travail) ».
- ▶ État des lieux: 3 exemples d'évaluation de la conformité :
 - ◆ Certification AFNOR : Ensemble d'engagements de service pris par des éditeurs de solutions ENT vis-à-vis des porteurs de projets et des utilisateurs finaux des services proposés
 - ◆ Évaluation interopérabilité : Outils proposés et procédures d'évaluation d'un ENT permettant d'attribuer une note théorique ainsi qu'une note pratique en matière d'interopérabilité aux ENT
 - ◆ Charte Internet de l'État : Formulaire d'évaluation permettant d'évaluer le pourcentage de conformité d'un site et d'effectuer les modifications nécessaires permettant l'obtention de l'agrément
- ▶ La conformité par rapport au SDET
 - ◆ Clarifier les obligations auxquelles doivent se conformer les solutions ENT.
 - ◆ Proposer aux éditeurs de solution ENT et porteurs de projet un dispositif facilitant l'évaluation de la conformité de leurs projets et/ou solutions ENT.
 - ◆ 4 axes d'analyse de conformité :



- ◆ Les exigences correspondent aux normes IETF « Exigé » ou « Doit / Ne doit pas ».
- ◆ Les recommandations correspondent aux normes IETF « Recommandé » ou « Devrait / Ne devrait pas »
- ▶ Construction des grilles
 - ◆ Une grille de conformité par axes d'analyse
 - ◆ Extraire et collecter l'ensemble des exigences et recommandations posées dans le SDET V4.1



■ Questions / Réactions

- ▶ Dans le SDET : exigences obligatoires ou recommandées.
- ▶ Le SDET est perçu comme très compliqué ; souvent ressenti comme un carcan.
- ▶ Le SDET n'est pas toujours respecté : AAF, pas forcément bien renseigné (par exemple pour les vacataires). Des éditeurs privés (suite de vie scolaire citée par exemple) ne le respectent pas.
- ▶ Au quotidien, difficile de gérer les demandes des chefs d'établissement
- ▶ Outil de conformité, de respect des règles, etc. bienvenu. Question de la mise à jour sur la dernière version du SDET ? Ces grilles évolueront au même rythme que le SDET.
- ▶ Cadre méthodologique attendu : document avec une grille des principales spécifications
- ▶ Il existe une « conformité par le marché » : acquisition qui fait gage de confiance parce qu'ils ont été déployés
- ▶ Certification :
 - ◆ Dans la certification il y a des « preuves » à apporter.
 - ◆ Un processus de certification (du type de celui mis en place avec l'Afnor) doit justement permettre, par exemple, de limiter le risque que ne survienne le problème lié aux alimentations d'annuaires.
 - ◆ La certification fait également progresser dans leurs processus internes les sociétés qui s'y engagent
 - ◆ Audit de 5 jours la première année / Remarques émises de l'AFNOR et corrections demandées / Les deux années suivantes, 3 jours d'audit / Au bout de 3 ans renouvellement de la certification complète.
 - ◆ Le référentiel de certification AFNOR actuel est mixte entre solution logicielle et exploitation.
 - ◆ Dans une grille de certification réactualisée (Afnor ou autre), il faudrait :
 - Différencier les éditeurs et le service des intégrateurs
 - Aller vers une certification de la solution ENT (« socle »)

- Critères orientés services sans doute à ne pas reprendre
- ▶ Renouveau du marché : dans un dialogue compétitif cette question de conformité se pose (Situation d'urgence pour la région Auvergne / Marché de renouvellement en 2014 pour le CG 90 Territoire de Belfort)
- ▶ La gouvernance des projets est essentielle pour traiter ces sujets de conformité.
- ▶ Les critères dans la certification doivent être opposables, pour qu'il y ait une vraie plus-value (en cas de conflit entre les acteurs)
- ▶ Les fournisseurs tiers de service pourraient être intéressés pour s'auto évaluer
- ▶ Attente de solutions « agréées » par le ministère
 - ◆ C'est le cas dans le domaine de la santé par exemple où dans les marchés publics les collectivités territoriales ne peuvent choisir qu'une solution qui a l'agrément.
 - ◆ Il faudrait que le ministère ne délivre les données qu'à des sociétés certifiées, ce qui pousserait naturellement les sociétés à rechercher la certification. Aujourd'hui, le cadre de référence du SDET n'est pas affirmé, puisque dérogation autorisée.
 - ◆ Il n'y a aujourd'hui aucun intérêt à se faire certifier. Il faudrait exiger que les éditeurs et fournisseurs de services soient certifiés (obligation dans les AO)
 - ◆ Réponse aux CDC avec la norme SDET V4 et pas plus loin
- ▶ Une grille de lecture du SDET pourrait permettre au porteur de projet de vérifier la conformité (dans un premier niveau de certification) d'une solution
- ▶ Quelle nécessité pour un projet d'être conforme ?
- ▶ Problématique 1^{er} degré :
 - ◆ Chaque collectivité territoriale (commune) choisit son ENT, et gère ses propres données
- ▶ Beaucoup de questions des porteurs de projets sur les sujets juridiques : très grand intérêt à avoir un tiers de confiance national
- ▶ Conformité : le déclaratif au niveau local ne suffit pas

2.4. Table ronde de clôture



Table ronde de clôture : « Le partage des responsabilités entre les collectivités et l'académie dans un projet ENT »

- **Henriette Zoughebi, Vice présidente de la Région Ile de France**
- **Pierre Danel, conseiller numérique auprès du recteur de l'académie de Clermont-Ferrand**
- **Corinne Legrand, région Pays de Loire**
- **Patrick Ducler, CTICE académie de Nantes**
- **Thierry Cagnon, région Aquitaine**
- **Sabrina Caliaros, CTICE académie de Bordeaux**



■ **Présentation**

- ▶ **Corinne Legrand**
 - ◆ Le projet a débuté par une étude de faisabilité
 - ◆ Accord conseil régional-académie
 - ◆ 2008, nouveau recteur et volonté d'intégration des départements et des établissements de l'enseignement privé et enseignement agricole
 - ◆ 2009 : accord politique et convention de partenariat, suivie d'une convention de groupement de commandes pour l'ENT
 - ◆ 2009 : premier lancement
 - ◆ Marché 2009-2014, périmètre 320000 élèves et plus d'un million d'utilisateurs potentiels
 - ◆ Pilotage partagé, animé par l'académie, avec les 6 collectivités territoriales impliquées
 - ◆ Engagement financier 10 Millions d'euros pour les collectivités territoriales, licences des prestations d'intégration, exploitation, maintenance
 - ◆ 10 Millions d'euros déploiement, formation et assistance côté académie
- ▶ **Patrick Ducler :**
 - ◆ Le partage des responsabilités se traduit en collaboration

- ♦ Le terme de « partage » est complexe à mettre en œuvre. Tous les sujets sont régulièrement débattus conjointement dans ce projet. C'est toujours un ensemble.
- ♦ Pour la réussite des élèves c'est une marche de concert qui est la caractéristique du projet, avec les collectivités territoriales et les partenaires et un opérateur, le CRDP, qui sont associés de façon régulière et permanente.
- ♦ Lorsque des réticences apparaissent sur l'ingérence des collectivités territoriales dans la pédagogie, c'est balayé par le travail en commun réel qui est engagé.
- ▶ Corinne Legrand :
 - ♦ Au delà des contingences politiques. La constitution du projet n'a pas été facile mais l'énergie dépensée a permis de construire un cadre de confiance.
- ▶ Thierry Cagnon
 - ♦ Des étapes ont été franchies pour les ENT et les ateliers l'ont montré, puisqu'on recherche des cohérences
 - ♦ Il reste à aller vers une gouvernance de qualité
 - ♦ En Aquitaine, la démarche collaborative est en cours également
 - ♦ Mais « qui fait quoi » est encore une question : trop souvent la place réservée aux collectivités est celle d'équipementiers, d'accompagnateurs de projets
 - ♦ Que faire pour aller plus loin ?
 - ♦ La revendication de la région Aquitaine est de partager les objectifs avant de partager les moyens. Ce qui est admis par le recteur de Bordeaux.
 - ♦ Le projet est par nature dynamique, et les positions se modifient dans l'interaction et le travail de deux autorités : académie et collectivités territoriales
 - ♦ L'aventure est commune, et le partage doit se concrétiser par le conventionnement
 - ♦ 3 blocs d'acteurs : l'autorité académique, l'établissement et la collectivité territoriale
 - ♦ Les conventions d'objectifs sont co-élaborées (avec une marge de progrès sur le juridique) et fonctionnent
 - ♦ Mais comment conventionner avec l'établissement ? C'est plus difficile.
 - ♦ Comment formaliser l'engagement de toute l'équipe sur un projet et dans la durée ?
- ▶ Sabrina Caliaros
 - ♦ Le contrat ou la convention fonctionne lorsque le plus de cas possibles ont été envisagés
 - ♦ La connaissance des métiers est à améliorer : apprendre à comprendre les contraintes des uns et des autres.
 - ♦ Conjuguer des temps de projet différent et du temps pédagogique, pour créer des outils d'accompagnement pédagogiques qui puissent encourager des pratiques pédagogiques.
 - ♦ Si les outils sont corrélés aux formations les usages vont vraiment se développer.
- ▶ Pierre Danel
 - ♦ Répartition des compétences et des responsabilités.
 - ♦ Il y a des choix techniques mais des choix pédagogiques sont derrière

- ▶ **Henriette Zouguebi**
 - ◆ En Île de France, l'ENT s'est engagé en réponse à un AO particulier. L'Open Source a été un choix profondément politique, dans l'idée de la collaboration, du gratuit et de la mise au pot commun de toutes les compétences
 - ◆ Par exemple la région PACA a fait tout un travail sur les ressources et tous peuvent en bénéficier
 - ◆ Il faut resserrer encore les liens
 - ◆ Sur les ressources, la question est éminemment politique. A côté des manuels scolaires, d'autres formes apparaissent.
 - ◆ C'est toute une stratégie nouvelle pour que les ressources soient accessibles à tous via l'ENT avec le projet en cours de construction.
- ▶ **Pierre Danel**
 - ◆ Avant de partager les responsabilités, il faut d'abord partager une vision de l'école
- ▶ **Henriette Zouguebi**
 - ◆ Vision de la société, les élèves qui ne maîtrisent pas les technologies de l'information sont « handicapés »
 - ◆ L'enjeu est profond : Il faut tout penser avec le numérique aujourd'hui
 - ◆ Ces enjeux sont nationaux et européens
 - ◆ Le ministre de l'éducation nationale se bat sur l'ambition du numérique éducatif.
 - ◆ Il reste à trouver les modes de gouvernance qui permettent que ce soient de vrais partenariats qui puissent se mettre en place.
- ▶ **Patrick Ducler**
 - ◆ En Pays de la Loire, l'un des facteurs de succès est la distinction réelle entre la MOA, en charge du pilotage, et la MOE
 - ◆ Il n'y a pas de choix uniquement technologique ou idéologique mais le choix de faire réussir les élèves.
- ▶ **Thierry Cagnon**
 - ◆ Situation différente en Aquitaine
 - ◆ Le porteur de projet est avant tout régional, et l'académie est en phase
 - ◆ Le CRDP est un acteur supplémentaire
- ▶ **Henriette Zouguebi**
 - ◆ Lorsqu'il y a des difficultés et des contradictions il y a toujours une 3eme voie
 - ◆ Pour l'ENT, l'établissement - qui est autonome - doit pouvoir organiser son propre projet avec sa communauté éducative. Les outils techniques doivent être adaptés.
 - ◆ S'il y a des blocages, il faut les régler.
 - ◆ Ces blocages sont révélateurs de deux cultures, centralisatrice et coopérative.
 - ◆ Il faut inventer une nouvelle manière de construire ensemble : « faire du commun », ce qui nécessite de la confrontation et du travail.
 - ◆ Une continuité entre l'école et ce qui se passe dans l'ensemble des lieux de vie là il y a d'autres acteurs (CLEMI, parents d'élèves etc.) est à exploiter davantage

- ▶ Jean-Louis Durpaire : Quelle place pour ces acteurs dans la gouvernance ?
- ▶ Pierre Danel
 - ◆ A Clermont, ces autres acteurs ont leur place dans l'observatoire des usages
 - ◆ Mais les territoires sont différents (ruralité, urbanisme). Peut-on répondre à tous les territoires de la même façon ?
- ▶ Sabrina Caliaros
 - ◆ Académie et collectivités territoriales ont travaillé avec la FCPE pour présenter l'ENT et un travail très intéressant a été réalisé. La représentation de l'ENT s'est vue modifiée par l'échange
 - ◆ Le territoire Aquitaine est très contrasté et l'ENT répond à peu près à tout : parce qu'en en avant projet toutes les situations possibles ont été posées.
 - ◆ UO : établissement ou établissement dans les murs seulement ?
 - ◆ La gratuité des manuels scolaires et l'évolution de leur composition en granules va poser question (bourse aux livres traditionnelle etc.)
- ▶ Jean-Louis Durpaire :
 - ◆ Les parents ont-ils accès à tous les documents des élèves ? Ou les enfants-élèves doivent-ils ouvrir leurs cahiers aux parents ? Ou le chef d'établissement est celui qui ouvre les droits ?
- ▶ Réponse :
 - ◆ Commission d'usagers, avec les parents d'élèves, les élèves, etc.
 - ◆ Une commission éditoriale permet de travailler les questions de mutualisation, entre portail d'un établissement, portail des différentes collectivités territoriales, portails de l'académie → convention pour fixer le cadre des échanges et actions d'informations entre ces portails
- ▶ Pierre Danel
 - ◆ Les stratégies d'accompagnement des enseignants sont l'un des maillons de l'articulation entre les différents niveaux de pilotage
- ▶ Jean-Louis Durpaire
 - ◆ Il faut dépasser les difficultés ponctuelles
 - ◆ L'ENT est un projet pour que les élèves travaillent dans un environnement numérique
 - ◆ Mais cela ne va pas encore assez vite. Les efforts actuels doivent s'amplifier pour aller vers des transformations de la classe très rapides.
- ▶ Henriette Zouguebi
 - ◆ Il y a des enjeux particuliers dans les territoires particuliers où la fracture numérique est importante
 - ◆ Dans ce cas, ouvrir aux parents des comptes et des accès à certaines ressources est très important
 - ◆ Il existe également un enjeu sur la citoyenneté : par exemple, pour les réunions des représentants des CVL, l'ENT pourrait devenir un outil démocratique en fournissant un espace d'échange.

- ◆ La création du Délégué académique numérique est une avancée très positive car il sera l'interlocuteur pour les collectivités territoriales. Une simplification des questions liées à la gouvernance est attendue
- ◆ Il faut se mettre ensemble au travail, disons nous simplement ce qu'on peut faire comme partenaires pour trouver des solutions ensemble, prendre les risques ensemble.
- ▶ Patrick Ducler
 - ◆ Il y a un changement de paradigme : la technologie n'est plus le sujet ; les usagers ont des besoins et la technologie est au service de ces besoins.
- ▶ Henriette Zouguebi
 - ◆ Il y a une forte attente des collectivités territoriales, en particulier l'ARF, sur la formation et l'accompagnement
 - ◆ Il faut aller le plus loin possible sur ces questions d'accompagnement.